

Études internationales



MERCIER, Michèle, *Crimes sans châtime*nt. *L'action humanitaire en ex-Yougoslavie 1991-1993*. Bruxelles, Bruylant, 1994, 323 p.

David Vigneault

Volume 26, numéro 4, 1995

Multilatéralisme et sécurité régionale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703553ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703553ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vigneault, D. (1995). Compte rendu de [MERCIER, Michèle, *Crimes sans châtime*nt. *L'action humanitaire en ex-Yougoslavie 1991-1993*. Bruxelles, Bruylant, 1994, 323 p.] *Études internationales*, 26(4), 896–897.
<https://doi.org/10.7202/703553ar>

un ralentissement de l'économie de ces régions. Les dépenses militaires peuvent par conséquent servir aussi de facteurs de croissance économique à des pays en voie de développement.

Leur analyse s'articule donc sur les liens étroits entre le développement de l'économie nationale et la poursuite d'un État national fort. La première partie de l'ouvrage démontre de manière quantitative les effets positifs et négatifs des dépenses militaires sur l'économie interne de ces pays. En deuxième lieu, les auteurs nous proposent des études de cas de quatre pays qui ont engagé des efforts militaires soutenus tout en poursuivant une politique de développement sociale et économique de leur société. Les auteurs terminent leur argumentation par une analyse prospective des objectifs de défense de ces pays en relation avec leurs limites financières.

L'ouvrage est très bien documenté par des tableaux explicites qui permettent aisément de comparer les divers pays et sous-régions de l'espace exploré. La relation si précieuse aux auteurs de développement économique lié au développement de l'appareil militaire est fort bien articulée. Toutefois, l'argumentation des auteurs repose uniquement sur des variables quantifiables. L'armement des États reposant aussi sur un ensemble de facteurs difficilement mesurables, tels la perception des menaces à la souveraineté, la stabilité des régimes ou encore le risque inhérent de conflit dans une région, il devient donc difficile pour le lecteur de bien comprendre le phénomène expliqué dans sa globalité. Toutefois, l'ouvrage demeure une excellente mise à jour des questions relatives aux dépenses militaires et à la géopolitique du Moyen-Orient et d'Asie du Sud depuis 1980.

Un ouvrage recommandé aux spécialistes des questions militaires de ces régions qui connaissent déjà les facteurs historiques, sociaux, politiques et culturels qui motivent ces États à poursuivre des efforts militaires soutenus.

Glenn VEER

Étudiant en science politique
Université Laval, Québec

Crimes sans châtiement. L'action humanitaire en ex-Yougoslavie 1991-1993.

MERCIER, Michèle, Bruxelles,
Bruylant, 1994, 323 p.

Le conflit yougoslave aura été l'occasion d'une surenchère de la part de nombreux auteurs se concurrençant soit pour en faire l'analyse stratégique et politique, soit pour exprimer leur dégoût devant les exactions commises, ou tout simplement pour faire valoir leur point de vue sur la situation prévalant dans cette partie des Balkans. Dans le cas présent, l'auteure, membre du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), est mandatée par cette organisation pour dresser le bilan intermédiaire de l'effort humanitaire entrepris en ex-Yougoslavie, c'est-à-dire les principaux événements pour la période 1991-1993.

Adoptant un style descriptif, frôlant même parfois le récit anecdotique, l'auteure présente les principaux événements du conflit yougoslave et le rôle des différentes parties au conflit. Évidemment, compte tenu de l'objectif initial à la base du livre, l'accent est mis principalement sur les activités des membres du CICR. Dès le départ, les positions idéologiques de l'auteure apparaissent en filigrane avec, dans le premier chapitre, une série d'interviews entre cette der-

nière et quelques «humanitaires» racontant leurs tourments psychologiques. Les six autres chapitres, plus conventionnels dans leur forme, retracent les événements et les situent dans un contexte plus global. Les digressions sont nombreuses, notamment autour des thèmes du droit international humanitaire et des relations entre le militaire, le politique et l'humanitaire. Le dernier chapitre, intitulé Abrégé d'histoire, ne constitue en fait qu'une simple chronologie des événements entourant le conflit durant l'année 1993. Le tout, enfin, est complété par la reproduction en annexe de certains documents officiels, de textes du CICR et d'une chronologie (15 pages).

Le bilan intermédiaire de l'action humanitaire en ex-Yougoslavie tracé par l'auteure suscitera bien des réflexions, notamment en ce qui a trait à la frustration découlant de l'incapacité pour les «humanitaires» de faire cesser les violations du droit international humanitaire, ainsi que la nouvelle tendance dans la gestion des conflits à savoir l'amalgame du politique, du militaire et de l'humanitaire qui ne semblent pas donner les résultats escomptés. En raison de l'importance de la problématique abordée pour la compréhension des nombreux conflits sévissant sur la planète, ce livre s'adressera à un large auditoire. Pour le spécialiste en relations internationales, toutefois, il ne saurait être plus qu'un aide-mémoire agrémenté de commentaires parfois fort judicieux.

David VIGNEAULT

Chaire d'études militaires et stratégiques.
Université de Montréal

Dictionnaire international du fédéralisme.

De ROUGEMONT, Denis (sous la direction de). Bruxelles, Bruylant, 1994, 475p.

Ce dictionnaire est conçu essentiellement comme un instrument de référence construit autour de trois grandes sections : les concepts, les sources doctrinales, et les diverses expériences du fédéralisme dans le temps et dans l'espace. Centré avant tout sur l'Europe, mais sans ignorer le reste du monde, cet ouvrage ne se limite pas à une conception juridique ou institutionnelle du fédéralisme, mais s'ouvre à une vision plus sociologique qui allie unité et diversité.

La première partie s'attache aux concepts (une cinquantaine au total) et recouvre les principales notions essentielles à la compréhension du fédéralisme, comme le signale en introduction François Saint-Ouen qui a édité cet ouvrage, prenant ainsi la relève de Denis de Rougemont qui en avait eu l'idée et qui avait laissé à sa mort, en décembre 1985, une œuvre certes avancée, mais loin d'être achevée. Les auteurs sont appelés à retracer l'origine du concept, son évolution dans le temps et sa signification actuelle, bien que chacun ne suive pas parfaitement ce modèle. C'est ainsi que des notions comme centralisation et décentralisation, «checks and balances», confédération et fédération, nation et nationalisme, sécession (pour ne donner que quelques exemples) sont fort bien traitées alors que d'autres sont plus décevantes comme sur l'État ou sur les langues.

Quant à la section sur les sources doctrinales (plus d'une cinquantaine), elle contient les projets ou les idées d'inspiration fédéraliste ainsi que des notices bio-